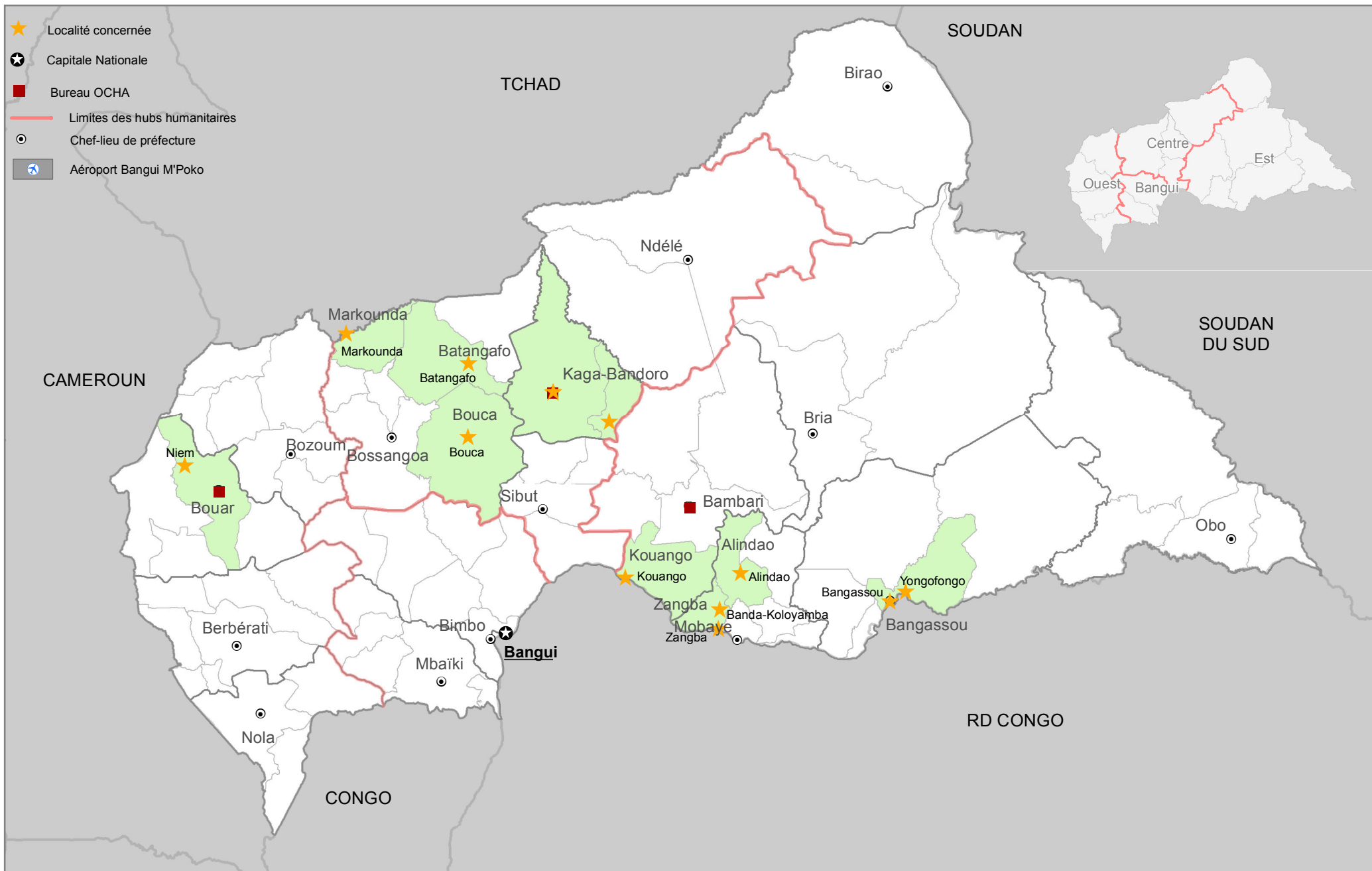


Zone	APERCU HUMANITAIRE du 09 au 15 mai 2017	Période à venir Du 15 au 20 mai
Zone Centre	<p style="text-align: center;">Préfecture de Nana-Gribizi</p> <p><u>Santé</u> : La prévention contre la poliomyélite reste une grande préoccupation pour le gouvernement centrafricain. Grâce à l'appui des partenaires humanitaires, un programme annuel de campagnes de vaccination a été établi pour couvrir ce besoin. Le ministère de la Santé avec les partenaires humanitaires a lancé du 9 au 12 mai 2017 la deuxième phase de la vaccination contre la poliomyélite dans la préfecture sanitaire de la Nana-Gribizi. Cette campagne qui ciblait 26.615 enfants de 0 à 5 ans, a pu atteindre 29.527 enfants. Cependant, la grande difficulté reste la persistance de l'insécurité dans certaines zones empêchant la population d'accéder aux soins de santé et à cette campagne de vaccination. Elle constitue aussi un défi pour les équipes de vaccination qui devraient traverser ces zones.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham / Sous - préfecture de Batangafo / Batangafo</p> <p><u>Sécurité alimentaire</u> : Les personnes retournées de Batangafo éprouvent des difficultés pour leur auto-prise en charge alimentaire. Cela est dû au manque de moyens de subsistance. Un acteur humanitaire a lancé une distribution de 697 coupons alimentaires aux ménages retournés des quartiers de Batangafo. Chaque ménage dispose de deux coupons d'une valeur de 28500 fcfa. Ces coupons seront échangés contre 50 kg de riz, 5kg d'arachide, 2kg du sel et 1,5 litre d'huile. La question des personnes retournées qui n'ont pas été prises en compte car les listes n'étaient pas à jour, reste entière. Aussi, ces personnes retournées souhaitent avoir les semences vivrières pour leur permettre de cultiver leurs champs.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham / Sous - préfecture de Bouca / Bouca</p> <p><u>Sécurité alimentaire</u> : Dans la sous-préfecture de Bouca, 300 ménages ciblés ne disposent pas de moyens techniques d'exploitation agricole pour la reprise de leurs activités champêtres perturbées par la crise politico-militaire de 2013. Le 9 mai 2017, les acteurs ont distribué 12 000 tonnes d'arachides, 6 000 tonnes de maïs, 1 200 houes Ceylan et 300 houes Linda. Cependant, l'inquiétude reste le risque de consommation et de vente de ces kits par les ménages bénéficiaires faute de distribution de vivres.</p>	<p>Zone centre :</p> <p><i>Faire un plaidoyer en vue de multiplier les patrouilles de manière régulière dans ces zones inaccessibles pour permettre aux populations d'accéder à ces services de santé</i></p> <p><i>Mettre à jour la liste des personnes retournées et distribution des semences vivrières.</i></p>
Zone Est	<p style="text-align: center;">Préfecture de Mbomou / Sous-préfecture Bangassou / Bangassou</p> <p><u>Protection</u> : Dans la nuit du 12 au 13 mai, des éléments d'un groupe armé non identifié ont attaqué la base de la MINUSCA à Bangassou. Une autre incursion a eu lieu le même jour dans le quartier Tokoyo où se trouve le grand centre commercial de Bangassou. Le bilan de cette attaque fait état d'au moins 30 personnes tuées (civils, combattants) et de plusieurs dizaines de blessés dont au moins 20 ont été pris en charge à l'Hôpital de Bangassou. Des pillages de biens, des incendies de boutiques et d'habitations ont également été signalés, notamment au marché central et au marché de Tokoyo. Plus de 5000 personnes ont également été déplacées à Bangassou (églises, mosquée et Hôpital). Plusieurs personnes ont traversé vers la RDC (le village Ndu). Hormis les activités d'un partenaire pour les urgences médicales, tous les autres partenaires de la ville ont suspendu leurs activités. A Bangui, des réunions de l'EHP de crise et de l'ICC de crise ont eu lieu afin de discuter sur les actions concrètes à entreprendre. La MINUSCA entreprend des actions pour renforcer son dispositif militaire dans la ville de Bangassou.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de Mbomou / Sous-préfecture Bangassou / Village Yongofongo</p>	<p>Zone Est :</p> <p><i>Suivi des actions pour renforcer la protection des civils dans la zone et permettre la reprise des activités des humanitaires</i></p> <p><i>Mobilisation des acteurs pour les interventions dans la zone</i></p>

	<p><u>Protection</u> : Le 8 mai, une embuscade tendue par des éléments d'un groupe armé non identifié contre le convoi des casques bleus de la MINUSCA à Yongofongo (25 km de Bangassou, axe Bangassou-Rafaï) a fait 5 morts parmi les casques bleus et 8 blessés (soignés). Les informations font aussi état de plusieurs personnes mortes du côté des du groupe armé (chiffres non disponibles). Les habitants de Yongofongo se sont déplacés vers la brousse et villages périphériques.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de la Basse-Kotto / Sous-Préfectures de Alindao et Zangba / Alindao et Zangba</p> <p><u>Protection</u> : A Alindao (120 Km au Sud-Est de Bambari), des affrontements entre groupes armés ont eu lieu du 8 au 9 mai. Selon les sources locales, le bilan fait état de plusieurs dizaines de morts et 14 personnes blessées. Des informations font aussi état de plus de 70 maisons incendiées. Des initiatives d'appel à la paix sont en cours, par les autorités locales, les leaders religieux et les parties au conflit. Des éléments de la Force MINUSCA ont été déployés dans la ville. A ce jour, une accalmie relative règne dans la ville. Des combats entre des groupes armés ont été rapportés le 11 mai dans le village Banda-Koloyamba (45 km de Zangba, au sud d'Alindao) et le 14 mai à Belengo (environ 30 Km à l'Ouest de Zangba, environ 90 Km de Mobaye). Plusieurs personnes seraient mortes et d'autres blessées (chiffres non-disponibles). La majorité de la population de ces villages auraient traversé le fleuve pour se réfugier en RDC.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de la Ouaka / Sous-préfecture de Kouango / Kouango</p> <p><u>Coordination</u> : La réunion de cadre de concertation entre les humanitaires et les autorités locales de Kouango a eu lieu le 11 mai. Les actions concrètes à mettre en place pour atténuer les effets de la transhumance dans la zone, figurent parmi les points clés de cette réunion. Ces incidents sécuritaires ont des implications en termes de protection, cohésion sociale (conflits entre éleveurs et agriculteurs), sécurité alimentaire (destruction des champs en cours de culture dans la périphérie par le bétail) et de réduction des capacités de résilience de la population agricole.</p>	<p><i>Renforcement des actions de protection des civils</i></p> <p><i>Suivi de la mobilisation des acteurs de Bambari pour un plan d'intervention humanitaire.</i></p> <p><i>Des actions concertées devront être mises en œuvre par la Force internationale, les humanitaires, les autorités locales et la communauté</i></p>
<p>Zone Ouest</p>	<p style="text-align: center;">Préfecture de la Nana- Mambéré / Sous-Préfecture de Bouar / Commune Niem Yelewa</p> <p><u>Mouvements de populations</u> : La situation sécuritaire dans la localité de Niem (65 KM au Nord de Bouar) reste tendue 12 jours après que les éléments d'un groupe armé s'en soient emparés. Une mission inter agence a pu confirmer que 20 civils ont été tués et plus de 3000 personnes se sont réfugiées dans les localités voisines. Environ 1000 personnes se sont déplacées dans le centre de Niem. Elles sont réparties sur les sites de l'hôpital ainsi que chez les prêtres et les religieuses. D'autres sont restés dans leurs résidences dans la ville. Plus de 1800 autres déplacés sont arrivés à Bouar, selon les résultats de l'identification obtenus le 15 mai. Une distribution des vivres aux personnes déplacées à Niem est prévue le 16 mai. Les partenaires en Eau Hygiène Assainissement et santé vont renforcer la capacité de forages existant et appuyer l'hôpital en kits médicaux. L'aspect de protection demeure critique. La zone de Niem reste accessible à partir de Bouar.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham / Sous-Préfecture de Markounda / Markounda</p> <p><u>Assistance multisectorielle</u> : Un acteur humanitaire a distribué des kits NFI à 255 ménages d'une communauté à risque pour leur réinstallation à Markounda. Cette sous-préfecture frontalière avec le Tchad est considérée comme une zone de retour des réfugiés. Depuis janvier 2017 830 ménages retournés y ont été enregistrés. Les humanitaires ont identifié leurs besoins prioritaires en abris, santé, protection, eau, hygiène et assainissement, sécurité alimentaire et éducation. D'autres réponses en Wash et sécurité alimentaire sont planifiées très prochainement à partir de Paoua. Cependant, faute des partenaires, les besoins en santé et éducation ne peuvent pas être couverts pour l'instant malgré leur caractère prioritaire. Un plaidoyer est requis dans ce sens. La sous-préfecture de Markounda reste accessible à partir de Paoua en dépit de la présence des hommes armés dans la zone.</p>	<p>Zone Ouest :</p> <p><i>Suivi de la réponse humanitaire et de la situation sécuritaire dans la zone</i></p> <p><i>Plaidoyer pour une assistance en santé et WASH par les acteurs humanitaires</i></p>



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.